

2 Politique

Tournée du Mogabo/4e arrondissement de Libreville

La patience pour atteindre le Gabon émergent



Les officiels du Mogabo, au cours de la rencontre....



... avec les populations du 4e arrondissement de Libreville.

J.O.
Libreville/Gabon

Le tour est revenu aux populations du 4e arrondissement de la capitale gabonaise d'accueillir, samedi après-midi, les représentants du mouvement gabonais pour Ali Bongo Ondimba (Mogabo). Comme partout où ils sont passés, rendre visibles les réalisations issues du projet du chef de l'Etat était le but poursuivi.

LE complexe Basile Ondimba de la zone industrielle d'Oloumi était au cœur de la rencontre, samedi écoulé, entre les dirigeants du Mogabo et les populations du 4e arron-

dissement de Libreville. Les échanges entre les deux parties ont porté sur la politique du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, et les attentes des compatriotes.

Face à l'assistance, Pacôme Moubelet Boubeya, Ali Akbar Onanga Y'Obegue, Alain-Claude Bilie-By-Nze, Alex Bongo Ondimba, Désiré Guedon, Blaise Louembe, Luc Oyoubi, Christian Magnagna. Un panel qui, comme lors des précédentes sorties, après avoir décliné les objectifs de leur formation, s'est adonné au jeu des questions-réponses.

Pour tous, l'avenir du pays réside dans le respect des valeurs contenues dans le préambule du mouvement. Autrement dit "le dialogue, la transparence, l'ouverture

et la patience". Ils soutiennent que les réalisations du projet d'Ali Bongo Ondimba sont visibles à travers le pays. Les hôpitaux, les routes goudronnées, l'amélioration du niveau de vie avec l'accès à l'eau et l'électricité pour le grand nombre figurent, d'après les membres du Magabo, parmi les actions notables d'une gouvernance instaurée depuis octobre 2009. Une dynamique qui se poursuit avec la mise en route de certaines réformes dans le but de créer les conditions d'un développement probant, à travers un plan de diversification de l'économie. Aussi, ont-ils assuré, tout devra être fait pour une concrétisation plus accrue du projet du président de la République, le Plan

stratégique Gabon émergent (PSGE).

D'ailleurs, l'un des membres fondateurs de ce nouveau mouvement, Alain-Claude Bilie-By-Nze a insisté sur le facteur temps pour atteindre certains objectifs. Pour lui, le temps des réformes et celui de l'explication du projet politique ne se confondent pas. «Comme il faut du temps aux jeunes pour achever ses études, à l'entrepreneur pour faire ses premiers bénéfices, à la terre pour produire ses premières récoltes, il faut du temps pour transformer le pays», a-t-il indiqué. Dans cette lancée, il a rappelé que le numéro un gabonais a mis en place un plan de transformation majeur, le PSGE. «Nous devons le soutenir inlassablement

jusqu'à son aboutissement, à l'horizon 2025», a poursuivi le porte-parole de la présidence de la République. «Si les hommes sont mortels, le Gabon est immortel», a martelé M. Bilie-By-Nze.

Cette sixième sortie du Mogabo a également été marquée par une forte présence des dignitaires de cette circonscription électorale visitée samedi, largement dominée par les élus du parti au pouvoir, le PDG. Cas, notamment, de Jules-Marius Ogouebandja, député PDG de la localité, et ancien membre du gouvernement.

Au cours des traditionnels échanges, les mêmes préoccupations ont été mises sur la table : la route, le chômage, l'éducation, la santé le développement

des infrastructures. Dans les réponses, l'engagement a été pris d'être à la hauteur des attentes, surtout certaines explications n'auront pas manqué d'attirer l'attention. Notamment le paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP), la nouvelle grille de rémunération pour laquelle, le ministre en charge de ces questions, Christian Magnagna a apporté des éclaircissements. Le cinquième arrondissement de Libreville, les villes d'Oyem et Makokou, sont les prochaines étapes de la caravane de ce mouvement créé en mai dernier pour la défense du projet politique du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba.

La Semaine de ...

Pour briser le tabou

LA fête des pères, hier dimanche, aurait pu marquer l'actualité de la semaine qui vient de s'achever. Malheureusement, comme d'habitude, cet événement est encore passé sous silence. Surtout au niveau du gouvernement où rien d'officiel n'a, une fois encore, été prévu. Au point où d'aucuns se demandent pourquoi cette totale indifférence à l'égard de ceux sans qui, aucune vie ne peut être envisagée. La femme ne pouvant procréer sans l'apport, quelle qu'en soit la forme, de l'homme. Rappelons cette blague d'un père plutôt abusé : "Et pourtant Dieu, reconnu comme le créateur du monde, s'écrit au masculin" !

Ceci étant, revenons à notre chronique. Laquelle sera essentiellement consacrée aux sorties des deux ministres financiers, à savoir Christian Magnagna (Budget) et Régis Immongault (Économie). Il est vrai que d'autres événements ont marqué la semaine écoulée. C'est le cas de la visite du chef de l'Etat à Paris (France), les grèves et autres mouvements d'humeur constatés ici et là, surtout dans le secteur de la santé avec la grève des médecins, et le sit-in des enseignants au ministère de tutelle celle qui secoue l'USTM, etc.

Avant de passer à notre sujet principal, rappelons que l'opposition qui a défrayé la chronique, ces derniers temps, a effectué une sortie mercredi. C'était en fait la première sortie commune de l'Union des forces pour l'alternance (UFA) et du Front de l'opposition pour l'alternance (FOPA). Cela à la faveur d'une conférence de presse

animée conjointement par Benoît Mouity Nzamba et Jean de Dieu Moukagni Iwangou ; respectivement présidents de l'UFA et du FOPA.

Ils ont ainsi lancé ce qu'ils ont appelé la "dynamique unitaire de l'opposition" pour exiger un dialogue inclusif et sans tabou dont, dira Mouity Nzamba, l'un des objectifs est de "faire en sorte que les élections ne se déroulent pas comme elles se déroulaient, hier, dans le tripatouillage habituel". Et nous de noter que, au regard des dysfonctionnements et autres divergences observés ces derniers temps, la "dynamique unitaire de l'opposition" devra se battre sur au moins deux fronts : d'abord au sein de l'opposition elle-même, puis face au pouvoir.

Des ministres financiers maintenant

Le ministre Christian Magnagna (Budget) et son collègue Régis Immongault (Économie), ont bien été inspirés, la semaine dernière, en accordant des interviews exclusives à l'Union. Lundi pour le premier et mercredi pour le second. Il faut ici, avant tout, se réjouir de la disponibilité de ces deux membres du gouvernement qui occupent des portefeuilles très importants exigeant rigueur et abnégation dans le travail. A propos de la sortie du ministre Immongault, on retiendra que notre pays vient d'effectuer, "dans un marché difficile marqué par la volatilité des taux américains et des cours du pétrole, une opération de levée de fonds de 500 millions de dollars (265 milliards de F CFA) sur les marchés financiers

internationaux". Même si ce n'est pas la première fois.

Apprécions cette conclusion du patron gabonais de l'Économie : "Cette opération réussie d'Eurobond est la démonstration de la reconnaissance de la part de la communauté financière, de la pertinence des choix politiques et économiques du chef de l'Etat. Nous devons donc persévérer dans la voie des réformes pour rediversifier notre économie". Et de préciser que "les fonds levés seront exclusivement dédiés au financement des projets d'infrastructures prioritaires". Les Gabonais et les investisseurs prennent date.

En ce qui concerne son collègue du Budget, il faut souligner que l'entretien a porté sur des questions diverses : mise en application de la BOP (budgétisation par objectifs de programme), le paiement de la dette intérieure, la prime d'incitation à la performance (PIP), etc.

D'aucuns ont sans doute noté que sur certaines questions, le ministre Magnagna a préféré botter en touche, comme cela a été le cas de l'éventuelle suppression de la PIP qui tend à devenir un problème pour le gouvernement. Nous ne reviendrons donc pas sur ces aspects. Celui qui a le plus retenu notre attention concerne les efforts déployés par le gouvernement pour payer la dette intérieure. Sans rentrer dans les détails techniques on retiendra que, selon le patron du Budget, le Trésor public a payé, par rapport aux instances de 2014 et avant, 46 milliards au Club de Libreville, le

mois dernier. Et "55 milliards au profit des entreprises la semaine dernière"...

Le hic est que, comme a renchéri son interviewer, certaines entreprises continuent de se plaindre du non-paiement de leurs dettes. On observe d'ailleurs que plusieurs chantiers sont à l'arrêt. "Je pense que vous devez poser la question aux entreprises concernées et aux maîtres d'ouvrage de ces différents chantiers, car chacun des chantiers présente une situation particulière", a répondu M. Magnagna.

La question de la dette a rarement accordé les entreprises et le gouvernement. Une sorte d'opacité semble même s'y être installée. Souvent, le gouvernement promet la transparence, laquelle consisterait, à nos yeux, de dire haut et fort quelle entreprise a été payée, et à quelle hauteur. Mais, chaque fois, les espoirs sont douchés et le tabou persiste. On se souvient de ce qu'au terme de l'audit des instances du trésor en 2013, le ministre du Budget et ses collaborateurs avaient promis de rendre publics les noms des entreprises indélicates. Jusqu'aujourd'hui, c'est le silence plat, et plus personne n'en parle.

Le devoir de transparence conseillé par les institutions de Bretton Woods, n'exige-t-il pas de briser ce tabou, afin que désormais tout le monde ait la même information sur le paiement de la dette des entreprises ? Une telle pratique aurait même le mérite de dédouaner le gouvernement quant aux accusations de certaines entreprises.